

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.467
21 juillet 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 21 juillet 1988, à 10 heures.

Président : M. Jaskaran Singh Teja (Inde)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 467ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit cette semaine son examen des points 1 de l'ordre du jour, intitulé "Interdiction des essais nucléaires", et 2 : "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire". Cependant, comme le prévoit l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui le souhaiteraient pourront soulever toute autre question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Sont inscrits aujourd'hui sur la liste des orateurs les représentants de la Tchécoslovaquie et de Sri Lanka. Je donne la parole au premier orateur, le représentant de la Tchécoslovaquie, l'Ambassadeur Vejvoda.

M. VEJVODA (Tchécoslovaquie) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, M. le Président, vous le représentant du pays ami qu'est l'Inde, de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois de juillet. Nous sommes convaincus que, dans l'exercice de vos fonctions, vous mettrez pleinement à profit vos qualités personnelles et le riche bagage d'expérience que vous avez acquis au sein de cet organe. Je tiens à vous dire que nous sommes tout prêts à coopérer dans vos efforts pour faire avancer les travaux. Je voudrais en même temps exprimer notre gratitude à votre prédécesseur, mon ami l'ambassadeur David Meiszter de la Hongrie qui a présidé la Conférence en avril, mai et juin. C'est avec distinction qu'il a achevé son séjour à Genève et c'est avec tristesse qu'il nous faut lui dire adieu. L'ambassadeur Meiszter a éminemment représenté son pays. J'aimerais aussi mentionner sa participation aux travaux du Groupe des Sept où il a présenté plusieurs idées intéressantes sur les possibilités d'accroître l'efficacité de notre tâche. Il nous faut aussi faire nos adieux à l'ambassadeur Ahmad du Pakistan et à l'ambassadeur U Tin Tun de la Birmanie. Agréable en revanche est la tâche d'accueillir parmi nous nos nouveaux collègues, l'ambassadeur Kostov de la Bulgarie, l'ambassadeur Loeis de l'Indonésie, l'ambassadeur Ruoro du Kenya et l'ambassadeur de Rivero du Pérou.

Permettez-moi tout d'abord de faire quelques remarques - à titre purement personnel - concernant la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement. Je voudrais dire d'entrée qu'elle a été à mon sens utile et valable, même si les travaux n'ont pas été couronnés par un document que nous aurions dû et que nous aurions pu produire si quelques délégations s'étaient montrées plus disposées à accepter un compromis mutuellement bénéfique. Ce que nous avons constaté c'est qu'une infime minorité a essayé jusqu'au tout dernier moment d'imposer l'incorporation dans le document final des dogmes de sa politique nationale, ce qui - bien sûr - n'était pas possible.

Ce que la session dans son ensemble a montré, c'est que les objectifs du désarmement faisaient l'objet d'un appui écrasant, que la communauté mondiale s'intéressait à la négociation et non à l'affrontement, que même aux échelons les plus élevés de la politique mondiale on était attentif au désarmement. De nombreuses idées, intéressantes et nouvelles, se sont exprimées au cours du débat général et se sont traduites dans les documents de travail. Nous pouvons y puiser une inspiration et matière à réflexion pour l'avenir et pour l'élaboration de projets de propositions et de décisions. Il nous a été donné

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

de voir quelles étaient les questions véritablement négociables. J'ai été accueilli par un intérêt qui, dirais-je, m'a quelque peu surpris lorsque j'ai essayé d'élaborer un texte de compromis concernant la négociation sur l'interdiction des essais. J'ai échoué mais je ne regrette pas mon effort, et, comme j'aurai l'occasion de le redire, ma délégation serait prête à poursuivre cet effort ici même et à ajouter ce qu'il est en elle de faire pour que nous atteignions l'objectif urgent de créer un comité spécial sur une interdiction complète des essais.

Il m'a cependant semblé à la troisième session extraordinaire que si, à certains égards, nous faisons des progrès, à d'autres nous reculons. Je n'ai pas oublié l'époque, lointaine, des négociations sur le désarmement où certaines délégations manifestaient leur peu d'attrait pour le mot "désarmement", comme si elles voulaient marquer qu'elles ne croyaient pas possible l'élimination des armements. Nous avons perçu quelques signes analogues à la session extraordinaire. Certaines délégations ont prétendu qu'elles menaient une politique dite de fermeté fallacieusement présentée comme offrant une voie vers le désarmement, mais cette prétendue fermeté et le refus de tenir compte des intérêts d'autrui peuvent-ils réellement être considérés comme offrant une voie vers le désarmement ? Il ne peut y avoir qu'un type de fermeté, celle qui consiste à essayer de réaliser le désarmement sur une base d'égalité pour tous. Enfin, j'ai aussi eu l'impression que, pour certaines délégations, la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement n'était qu'un avatar de la Première Commission de l'Assemblée générale, où les positions sont exposées sous la forme de projets de résolutions à mettre aux voix. Or dans le cadre de sessions où le consensus est une nécessité de procédure, ce n'est pas là le moyen d'arriver à des résultats positifs.

En revanche, de nombreuses délégations ont marqué un attachement extrême pour la cause du désarmement et se sont montrées des plus ouvertes à toutes les possibilités qui se présentaient pour obtenir des résultats tangibles. Je n'oublierai jamais les efforts qu'ont déployés sans relâche certains participants, pour la plupart des chefs de délégations de notre organe, afin d'arriver à des compromis dans les dernières minutes de la séance de nuit.

Les délégations de l'Organisation du Traité de Varsovie ont publié un mémorandum dans lequel elles ont exposé les principaux points de leur position, mais pendant la négociation elles se sont efforcées de favoriser la convergence de vues sur tous les problèmes et, pour que l'on puisse arriver à un consensus, elles ont fait preuve d'une très grande souplesse. Assurément, l'absence de consensus n'a rien de tragique - ce qui est fait est fait, c'est plutôt le reflet d'une situation qui, en dépit de progrès récents dans certains domaines, reste loin d'être satisfaisante sur le plan des acquis, de la réflexion et du mode d'approche touchant notre objectif commun : le désarmement. A ce propos, je voudrais citer le Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, M. Yasushi Akashi, qui a prononcé à la Convention nationale de l'Association pour les Nations Unies des Etats-Unis des paroles

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

auxquelles je souscris pleinement : "Ce serait bien dommage si des calculs à court terme dans l'intérêt de la sécurité nationale devaient l'emporter sur les intérêts à long terme dans des domaines aussi vitaux et de portée mondiale que la non-prolifération nucléaire, la conclusion d'une convention sur les armes chimiques, le renforcement de l'autorité du Secrétaire général pour enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et sa limitation dans les zones maritimes".

Le 1er juillet, nous avons célébré le vingtième anniversaire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. La République socialiste tchécoslovaque, Etat partie dès le début, considère ce traité comme un pilier de soutien du régime de non-prolifération en vigueur. Dans le domaine de la limitation des armements nucléaires, ce traité, auquel adhèrent 136 Etats, est l'instrument international le plus représentatif et il joue un rôle important dans le renforcement de la paix et de la sécurité mondiales. Il contribue effectivement à la stabilisation des relations et à la confiance entre les Etats. Aussi, à l'occasion de la célébration du vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité, est-il tout à fait approprié de lancer un appel à tous les pays qui ne sont pas encore parties à cet instrument international important et significatif de s'y associer le plus tôt possible. Aujourd'hui, alors que sont franchis les premiers pas tangibles sur la voie du désarmement nucléaire, tous les Etats, grands et petits, dotés ou non d'armes nucléaires, se doivent de contribuer à la prévention de la prolifération nucléaire. Et, à la prochaine session de l'Assemblée générale, il sera grand temps d'engager les travaux préparatoires de la prochaine Conférence des parties chargée de l'examen du TNP.

Nous croyons fermement, et nous en avons la preuve, que le TNP n'a en aucune manière entravé le développement de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, tant sur le plan multilatéral que bilatéral. Nous espérons que dans les années à venir le TNP sera maintenu et renforcé encore grâce à la participation d'un nombre plus grand d'Etats. Cela renforcerait indubitablement la sécurité et créerait des conditions favorables à un processus de désarmement nucléaire profond et irréversible. Voilà qui serait en pleine conformité avec toutes les obligations souscrites aux termes de l'article VI, que nous considérons comme une disposition importante du Traité.

La signature et la ratification du Traité FNI conclu entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sont considérées à juste titre comme un premier pas important dans cette direction. Il est maintenant vital pour la crédibilité des événements historiques qui se sont produits à Washington et à Moscou que l'Union soviétique et les Etats-Unis arrivent dans un avenir proche à un accord sur une réduction de 50 % de leurs armements stratégiques, allant de pair avec un respect strict de la lettre du Traité ABM tel qu'il a été signé en 1972 et assorti de la condition que ni l'une ni l'autre partie ne se retirera du Traité pendant une période convenue. Cela représenterait un autre pas extrêmement important, et qui aurait une grande portée, vers le

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

désarmement nucléaire sur la Terre, à condition que les intérêts vitaux de sécurité de tous les Etats ne soient pas directement menacés par de nouveaux dispositifs militaires implantés dans l'espace.

Vu les progrès rapides des techniques spatiales, il reste à espérer qu'il ne nous faudra pas dans quelques années faire face au problème de la cessation, et non plus de la prévention, d'une course aux armements dans l'espace. Nous préférerions de loin éviter une telle modification de l'une des questions prioritaires inscrites à notre ordre du jour.

La troisième session extraordinaire consacrée au désarmement nous a, comme je l'ai déjà dit, donné un élan pour oeuvrer plus activement dans différents domaines. A notre sens, la Conférence du désarmement est l'organe tout indiqué pour assurer le suivi des travaux à cet égard. Je voudrais parler aujourd'hui brièvement de l'une des tâches - l'interdiction des essais nucléaires - dont la validité et l'opportunité ont été reconfirmées à l'occasion du débat à la session extraordinaire.

J'avais espéré qu'à New York déjà nous serions en mesure d'établir un cadre qui nous permettrait d'engager cet été, à la Conférence du désarmement, des travaux concrets sur l'interdiction des essais nucléaires. Les consultations que j'avais menées en pensant à cet objectif m'avaient paru encourageantes. Toutefois, comme tous les problèmes en suspens ont été traités dans la phase finale de la session extraordinaire, sous la contrainte pressante du calendrier, nous n'avons eu ni le temps, ni le calme, ni le minimum d'atmosphère constructive voulus pour examiner de manière concluante la question de l'interdiction des essais nucléaires, même si nous sommes arrivés à un texte de compromis.

Ma délégation, qui est en faveur d'entreprendre des travaux précis sur l'interdiction des essais nucléaires, part de l'hypothèse que l'objectif qu'il nous faut poursuivre est la cessation générale et complète des essais. Pour des raisons qu'il est inutile d'exposer, la Conférence du désarmement n'est toutefois pas en mesure, à l'heure actuelle, d'engager des négociations complètes dans cette direction. Nous pouvons cependant traiter de certains aspects - assez importants, dirais-je - de l'interdiction future des essais. Ces discussions, si elles étaient bien centrées, pourraient nous aider à clarifier tous les problèmes qui font obstacle à la réalisation d'une interdiction des essais nucléaires et à identifier les moyens soit de les résoudre, soit de les réévaluer.

C'est dans cette optique qu'en ma qualité de Président de la Conférence du désarmement, j'avais présenté en avril 1987 un document officieux contenant un projet de mandat pour le Comité spécial sur le point 1 de notre ordre du jour : l'"Interdiction des essais nucléaires". Comme ce document n'a pas été distribué officiellement, qu'on me permette d'en lire, à l'intention de ceux qui pourraient ne pas avoir vu le texte, les deuxième et troisième paragraphes :

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

"La Conférence prie le Comité spécial d'engager, comme première mesure en vue d'arriver à un traité d'interdiction des essais nucléaires, des travaux de fond sur des questions précises et reliées entre elles qui se rapportent à l'interdiction des essais, notamment celles de la structure et de la portée, de la vérification et du respect.

Conformément à son mandat, le Comité spécial tiendra compte de toutes les propositions existantes et initiatives futures. En outre, il s'appuiera sur les connaissances et l'expérience acquises au fil des ans touchant l'examen de la question d'une interdiction complète des essais auquel ont procédé les organes successifs de négociation multilatérale et les participants aux négociations trilatérales."

Permettez-moi d'appeler votre attention sur le membre de phrase "engager, comme première mesure en vue d'arriver à un traité d'interdiction des essais nucléaires", qui me paraît constituer une partie très importante de cette proposition. Je tiens à souligner que ma délégation n'a jamais considéré isolément de l'objectif final, qui reste la cessation générale et complète des essais nucléaires, les travaux que pourrait entreprendre cet organe au titre du point 1. Nous nous félicitons donc de toutes les activités de nature à nous rapprocher de la réalisation de cet objectif. L'une d'entre elles pourrait être la ratification des traités d'interdiction en fonction d'un seuil relatifs aux explosions nucléaires à des fins pacifiques conclus par l'URSS et les Etats-Unis en 1974 et 1976, une autre l'examen, avec la participation active d'experts techniques, de tous les aspects du problème de la vérification d'une interdiction des essais nucléaires. Mais il y a beaucoup plus à faire à cet égard et je continue de croire que notre Conférence, par le truchement de son organe subsidiaire pertinent, est à même de contribuer de manière importante à abréger et à aplanir autant que possible la route qui nous sépare de l'interdiction des essais nucléaires.

L'ordre du jour de notre Conférence est vaste et j'aurai l'occasion d'intervenir sur d'autres points. Pour aujourd'hui, je voudrais conclure en insistant sur le fait qu'à notre avis la Conférence devrait travailler activement sur tous les points au cours des semaines qu'il nous reste avant la fin de la session d'été. Nos efforts doivent se poursuivre tant ici qu'à la quarante-troisième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, si nous voulons dépasser le stade auquel il nous a fallu nous arrêter à la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement.

Le PRESIDENT : Je remercie l'ambassadeur Vejvoda de sa déclaration et de ses aimables paroles à l'adresse de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de Sri Lanka, l'ambassadeur Rodrigo.

M. RODRIGO (Sri Lanka) (traduit de l'anglais) : Je voudrais dire tout d'abord combien la délégation sri-lankaise est satisfaite de voir le représentant de l'Inde voisine présider ce mois-ci la Conférence du désarmement. Des liens séculaires unissent Sri Lanka et l'Inde, qui ont

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

survécu à toutes les vicissitudes de l'histoire. Vos qualités personnelles, Monsieur le Président, votre vaste et riche expérience des questions de désarmement et de la diplomatie multilatérale sont trop connues pour que j'y revienne. Nous n'avons aucun doute que les travaux de la Conférence du désarmement gagneront beaucoup à être dirigés par vous.

Ma délégation voudrait aussi exprimer sa gratitude à votre prédécesseur, l'ambassadeur Dávid Meisztér de la Hongrie, qui a si excellemment conduit les travaux de la Conférence du désarmement pendant une période importante. Nous lui adressons nos vœux les plus chaleureux de réussite dans ses futures fonctions. Il nous manquera, comme nous manquent l'ambassadeur Tin Tun de la Birmanie et l'ambassadeur Mansur Ahmad du Pakistan, qui a joué un rôle de premier plan à la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement. Ma délégation tient aussi à accueillir l'ambassadeur Rivero du Pérou, l'ambassadeur Kostov de la Bulgarie, l'ambassadeur Ruoro du Kenya, et un vieil et cher ami, l'ambassadeur Loeis de l'Indonésie.

Le 1er juillet 1988 a marqué le vingtième anniversaire de la signature de cet instrument historique qu'est le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Les Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont devenus parties à ce Traité, y compris Sri Lanka, l'ont fait dans la ferme conviction qu'il contribuerait à assurer la paix et la sécurité internationales. Comme le Ministre sri-lankais des affaires étrangères l'a déclaré à l'occasion de la célébration du 20ème anniversaire, nous espérons aussi que le Traité constituerait un premier pas sur la voie du désarmement nucléaire. La nature essentiellement multilatérale des obligations contractées aux termes du TNP fait qu'il est évident que la revitalisation du processus de désarmement multilatéral dans des domaines de préoccupations clés pour tous les pays contribuerait pour beaucoup au succès de l'important examen du TNP qui aura lieu en 1995.

Près de quatre semaines se sont écoulées depuis la clôture de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Nous continuons à dresser le bilan de cette session, ce qui témoigne à la fois de sa nature complexe et de l'énorme intérêt qu'elle a suscité, et qu'elle suscite encore, quant à l'avenir du processus multilatéral de désarmement, dont l'Organisation des Nations Unies offre un exemple. Les observations dont je désire vous faire part pourraient servir en partie d'épilogue à la troisième session extraordinaire et en partie de préface aux sessions extraordinaires à venir. Je suis heureux de constater que personne, ou presque, ne voit dans l'analyse en cours une autopsie ; le débat et les négociations sur le désarmement menés au niveau multilatéral n'ont rien perdu de leur vitalité et l'absence à New York d'un document final reflétant un consensus signifie avant tout que les négociateurs ont manqué de temps et que le processus doit se poursuivre.

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

La Conférence du désarmement possède une dynamique de négociation indépendante et que régissent ses propres procédures. Il existe néanmoins une relation importante entre la session extraordinaire et cet organe. Sur un plan purement formel, cette relation est plutôt évidente, puisque la structure de représentation et la composition actuelles de la Conférence sont issues de la première session extraordinaire. Sur un autre plan, étant donné le haut niveau de la représentation politique et la participation quasi universelle à la session, la Conférence du désarmement devra assurément être sensible au pouls des travaux, tenir compte de l'orientation qui s'en est dégagée.

L'évolution spectaculaire de la situation au cours des quelque 12 derniers mois, en particulier la signature du Traité FNI, la réunion au sommet de Moscou et l'amélioration des relations entre les deux grandes puissances qui, et c'est d'une importance capitale, prennent de plus en plus conscience que la paix et la sécurité internationales sont mieux assurées par le désarmement que par les armements, tout cela a profondément influé sur la session extraordinaire. Les opinions peuvent différer, bien sûr, quant à la métaphore qu'il conviendrait d'employer pour décrire cette influence : jette-t-elle des ombres ou répand-elle la lumière ? Ce qui compte, toutefois, c'est que la session extraordinaire s'est penchée avec beaucoup d'attention sur le contexte international entourant la question du désarmement. A vrai dire, ce sont les potentialités et les promesses que recèlent les derniers progrès accomplis sur le plan bilatéral dans le domaine du désarmement qui, pratiquement, ont occupé la première place. Il est pourtant apparu clairement à beaucoup de participants que si ces tendances positives récentes étaient une raison d'espérer, il y avait encore de nombreux sujets de préoccupation. Le danger d'une guerre nucléaire exterminatrice n'a pas été écarté et les essais nucléaires continuent, la course aux armements se poursuit avec des apports techniques et des perfectionnements qui transforment radicalement la nature et la puissance meurtrière des armes non nucléaires, on n'a pas accordé l'attention qu'elles méritaient aux menaces d'ordre politique, économique, et autres menaces non militaires pesant sur la sécurité internationale et régionale.

Pourtant, une vérité première s'est imposée, je crois, qui, et l'on peut s'en réjouir, a été énoncée en des termes acceptables à tous les membres du Comité plénier :

"Vu l'interdépendance des éléments de la vie sur notre planète, il est impératif d'assurer une coopération multilatérale en vue de résoudre les problèmes internationaux."

Appréhender la situation internationale dans sa réalité totale pour parvenir à une entente sur l'orientation future des négociations concernant le désarmement, sur les domaines qui se prêtent aux négociations multilatérales et sur le rythme et la portée de ces négociations, tel était en dernière analyse le défi redoutable que la troisième session extraordinaire, en tant

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

que successeur de la première, se devait de relever. L'absence de document final ne doit pas être le seul critère retenu pour juger du succès ou de l'échec de cet effort. Partant du consensus historique dont le Document final de la première session extraordinaire est le fruit, les délibérations de la troisième session se sont orientées dans plusieurs directions. Les débats se sont poursuivis sur les questions de désarmement traitées dans ce document. De nouvelles tendances se sont dégagées et de nombreuses propositions nouvelles ont été présentées.

Le projet de texte présenté au Comité plénier par le président Mansur Ahmad du Pakistan, qui portait la marque de la compétence, du sens de l'équilibre et des capacités de jugement de son auteur, a été considéré comme une bonne synthèse de ce qu'on a qualifié comme étant les vues modérées qui se sont exprimées au sein des trois groupes de travail, ainsi que des opinions qui ne se sont pas trouvées reflétées dans les rapports des présidents de ces groupes. Par exemple, la question de la création de zones de paix dans différentes parties du monde, dont l'océan Indien, que n'avait pas mentionnée le rapport du président du Groupe de travail II, a été traitée dans le document de M. Ahmad. En conséquence, ce texte a servi de facto de base pour les très nombreuses rencontres entre négociateurs qui ont eu lieu au cours de la session extraordinaire, s'il est vrai que le déroulement des travaux reposait sur le principe que rien n'est convenu tant qu'il n'est pas convenu de tout, il ne faut pas pour autant perdre tout le bénéfice de la convergence de vues tout à fait préliminaire qui s'est dégagée sur des questions particulières au cours de ces rencontres.

Les rencontres entre négociateurs au cours de la session sont essentiellement de quatre types. Les rencontres du premier type sont celles qui ont abouti à l'adoption de textes provisoires sur des questions comme celles de la vérification, des armes chimiques, de la non-prolifération, des techniques nouvelles, ou des mesures propres à renforcer la confiance. De même, on s'est aussi entendu sur certains aspects des mécanismes de désarmement qui relèvent de l'Assemblée générale et de la Première Commission, de la Conférence du désarmement, de la Commission du désarmement et d'autres organes et institutions subsidiaires. Ces accords contiennent d'importantes conclusions qui sont le produit de négociations serrées, il ne faudrait donc pas qu'il y ait de recul à cet égard.

Les rencontres du deuxième type sont celles qui ont donné lieu à des solides échanges au sein des instances de la session à composition non limitée et au cours de nombreux débats bilatéraux officieux, et autres, et qui auraient vraisemblablement pu aboutir à des accords si l'on avait disposé de plus de temps et injecté une dose additionnelle de courage politique. Ma délégation estime que les sections concernant les zones de paix et diverses initiatives spécifiques offrent l'exemple de négociations de ce type.

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

Il y a eu aussi les rencontres du troisième type, qui n'étaient pas réellement des rencontres dans la mesure où certaines questions n'ont pas été débattues au sein du Comité plénier faute de temps ou en raison d'autres difficultés. On en trouvera des exemples dans les passages du texte de l'ambassadeur Ahmad se rapportant à la capacité nucléaire d'Israël et de l'Afrique du Sud.

Enfin, il reste les rencontres du quatrième type, malheureusement caractérisées par un manque de souplesse, faisant qu'il semblait impossible de parvenir à un consensus. Ainsi, les délégations n'ont pas pu s'entendre sur l'inclusion de certaines questions telles que la course aux armements navals. C'est tout particulièrement dans ces domaines controversés qu'il conviendrait à l'avenir d'encourager l'exposé complet des diverses positions afin de trouver les points de convergence possibles et de déceler les divergences.

Les différents types de rencontres qui ont eu lieu au cours de la session sont révélateurs de la complexité des questions étudiées. Ils ont également mis en évidence certaines positions nationales tranchées qui ne céderaient pas aux sollicitations internationales. Pourtant, soucieuses de parvenir à un consensus, certaines délégations ont accepté d'importants compromis sur des positions jusqu'alors très fermement défendues. A l'évidence, certaines ont fait des sacrifices plus grands que d'autres pour satisfaire le grand dieu du Consensus. Même en pareils cas, et lorsque le débat n'aboutissait qu'à de décourageantes impasses, le processus a néanmoins fourni de précieuses indications non seulement sur les positions individuelles, mais aussi sur l'influence considérable que l'opinion internationale exerce en faveur d'une action multilatérale négociée portant, par exemple, sur des domaines comme celui de l'espace qui a été le théâtre d'une grande activité depuis la dernière session extraordinaire. Les tensions contradictoires entre des intérêts de sécurité nationale intensément perçus, d'une part, et ce que d'autres estimaient être des impératifs mondiaux, plus larges et plus valables, d'autre part, non pas toujours été conciliées.

Plus que tout, ces rencontres ont fait ressortir la conviction, partagée, je crois, par toutes les délégations, que le désarmement est un processus qui concerne la communauté internationale tout entière, mais, malheureusement, le corollaire logique de cette proposition n'a pas été pleinement tiré, à savoir qu'il convenait d'aborder systématiquement, dans une optique multilatérale, toutes les questions de désarmement où il y allait des intérêts, voire de la survie du genre humain.

Nul ne peut nier que la troisième session extraordinaire a été décevante et même, à de nombreux égards, décourageante, surtout si on la mesure à l'aune de la première session extraordinaire, dont le document final demeure, dans l'esprit de ma délégation, l'expression la plus complète de l'engagement pris par la communauté internationale de réaliser systématiquement tous les objectifs d'un désarmement général et complet. Le mois dernier, dans les

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

couloirs de l'Organisation des Nations Unies à New York, un esprit cynique a déclaré ce document "idéaliste", laissant entendre par cette pointe d'ironie que le résultat final de la troisième session extraordinaire en tant qu'exercice de désarmement multilatéral tenait du monde réel, ce qui n'était pas le cas du document final de 1978. M. Brian Urquhart, qui a été secrétaire général adjoint et dont la carrière à l'Organisation des Nations Unies s'est étendue sur les 40 premières années d'existence de celle-ci, a écrit, nullement ébranlé par sa longue expérience du multilatéralisme, que "l'idéalisme qui est une distillation de l'expérience humaine est une attitude beaucoup plus réaliste que le cynisme ou le défaitisme."

Une démarche concertée, fondée sur une sobre acceptation de l'interdépendance mondiale et suivie d'une façon qui reconnaît véritablement l'égalité souveraine de tous les Etats est l'approche la plus réaliste à adopter dans la quête qui est la nôtre de la paix et de la sécurité. Cette approche, les pays non alignés la préconisent depuis leur tout premier sommet, tenu à Belgrade en 1961. Conjuguée à un refus d'adhérer à l'une ou à l'autre des deux alliances militaires antagoniques, elle a longtemps été considérée comme utopique, impraticable et même immorale. Le temps a cependant prouvé la justesse de cette position fondamentale des pays non alignés, à savoir que la paix internationale ne peut être fondée de manière durable sur la puissance militaire, qu'elle se déploie unilatéralement ou dans le cadre de pactes.

Dans le langage du désarmement et des Nations Unies, le terme de "multilatéralisme" a fini par prendre un certain sens, lourd de connotations, et il s'entend malheureusement parfois comme un antonyme de "bilatéralisme". On ne peut que le regretter parce que cette interprétation tend à masquer le fait que multilatéralisme est en réalité synonyme de coopération internationale. Il n'y a rien de contradictoire entre les approches multilatérale et bilatérale à moins que les mesures bilatérales ne soient appliquées aveuglément, dans une indifférence totale aux impératifs de l'interdépendance mondiale, et que la diplomatie multilatérale refuse de s'instruire courageusement des réalités internationales.

A la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, les deux approches n'ont peut-être pas toujours été parfaitement synchronisées, sans pour autant, je crois, s'être opposées. Chacune cherchait peut-être, avec sérieux, à s'accommoder de l'autre. Cette rencontre salutaire devrait se poursuivre. La troisième session extraordinaire consacrée au désarmement a donc eu son utilité.

Le PRESIDENT : Je remercie l'ambassadeur Rodrigo de sa déclaration et de ses mots aimables à l'adresse de la présidence. Je ne vois pas d'autre délégation qui veuille prendre la parole.

Le secrétariat a distribué aujourd'hui un document officiel contenant le calendrier des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires pour la semaine à venir. Ce calendrier n'est présenté qu'à titre indicatif et

(Le Président)

peut être modifié. Je tiens à dire que, conformément à la décision de la Conférence à sa séance plénière de jeudi dernier, des dispositions ont été prises pour tenir deux réunions officielles après les séances plénières de mardi et de jeudi. Nous y discuterons de tous les aspects de la question de l'amélioration et de l'efficacité du fonctionnement de la Conférence du désarmement. Il est entendu que si nous parvenons mardi, dans le temps qui nous est imparti, à épuiser le sujet, la réunion de jeudi serait annulée. Je voudrais aussi noter qu'il ne s'agit là que d'une première série de discussions et que l'examen du sujet se poursuivra en août.

S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence adopte ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT : L'ordre du jour étant épuisé, je vais lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 26 juillet, à 10 heures. Avant de lever la séance, j'ai à annoncer que le Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires se réunira immédiatement après la plénière.

La séance est levée à 10 h 55.